

Opinions et pratiques environnementales des Français en 2014

Changement climatique et pollution de l'air étaient fin 2014 les principales préoccupations des Français en matière d'environnement. Ces deux sujets ont atteint cette année leur plus haut niveau depuis le début de la décennie. En revanche, les ménages semblent moins disposés qu'auparavant à agir pour protéger l'environnement. S'ils sont toujours plus nombreux à se soucier de maîtriser leur consommation et de limiter le gaspillage pour faire des économies financières, ils se montrent dans le même temps moins enclins

à modifier leurs habitudes pour des raisons strictement écologiques. Pour leurs trajets quotidiens, une part importante des Français continue ainsi d'utiliser majoritairement un véhicule motorisé en attendant une amélioration de l'offre de transports en commun et de pistes cyclables. En matière de consommation, près de la moitié des ménages consent à choisir des produits respectueux de l'environnement, à condition toutefois que ceux-ci ne coûtent pas plus cher.

L'évolution des préoccupations environnementales

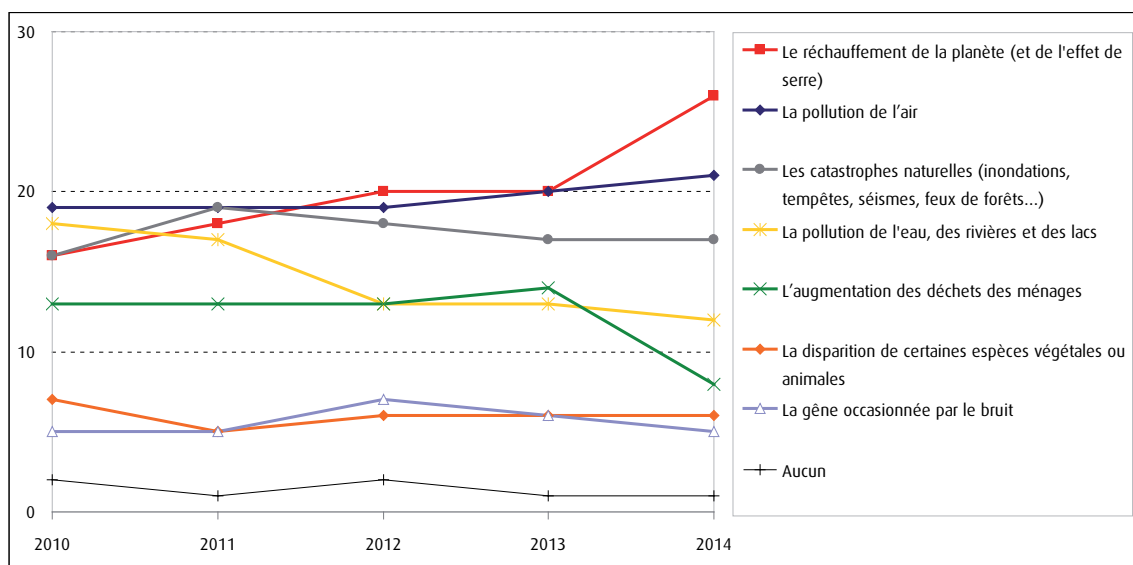
La hiérarchie des préoccupations environnementales des Français confirme l'importance qu'ils accordent à la question climatique. Dans le suivi de leurs perceptions, le réchauffement de la planète progresse en effet de six points en 2014, pour atteindre son niveau le plus élevé depuis cinq ans. Également en hausse, l'enjeu que constitue la qualité de l'air retrouve son niveau de 2008, dans le prolongement du pic de pollution aux particules (PM₁₀) qui a touché le pays à la fin de l'hiver 2014. Les catastrophes naturelles se maintiennent au troisième rang des préoccupations du fait de la multiplication

d'événements (tempêtes Dirk et Petra, inondations dans le Var) au cours des derniers mois.

En 2014, la question de l'augmentation des déchets connaît une chute notable de six points et atteint son plus bas niveau. Il en va de même concernant les inquiétudes des ménages à l'égard de la pollution de l'eau, même si la baisse tendancielle observée depuis 2011 est désormais moins marquée. Enfin, l'érosion de la biodiversité et les nuisances sonores restent perçues par les Français comme des problèmes de moindre importance.

Parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quel est celui qui vous paraît le plus préoccupant ?

En %



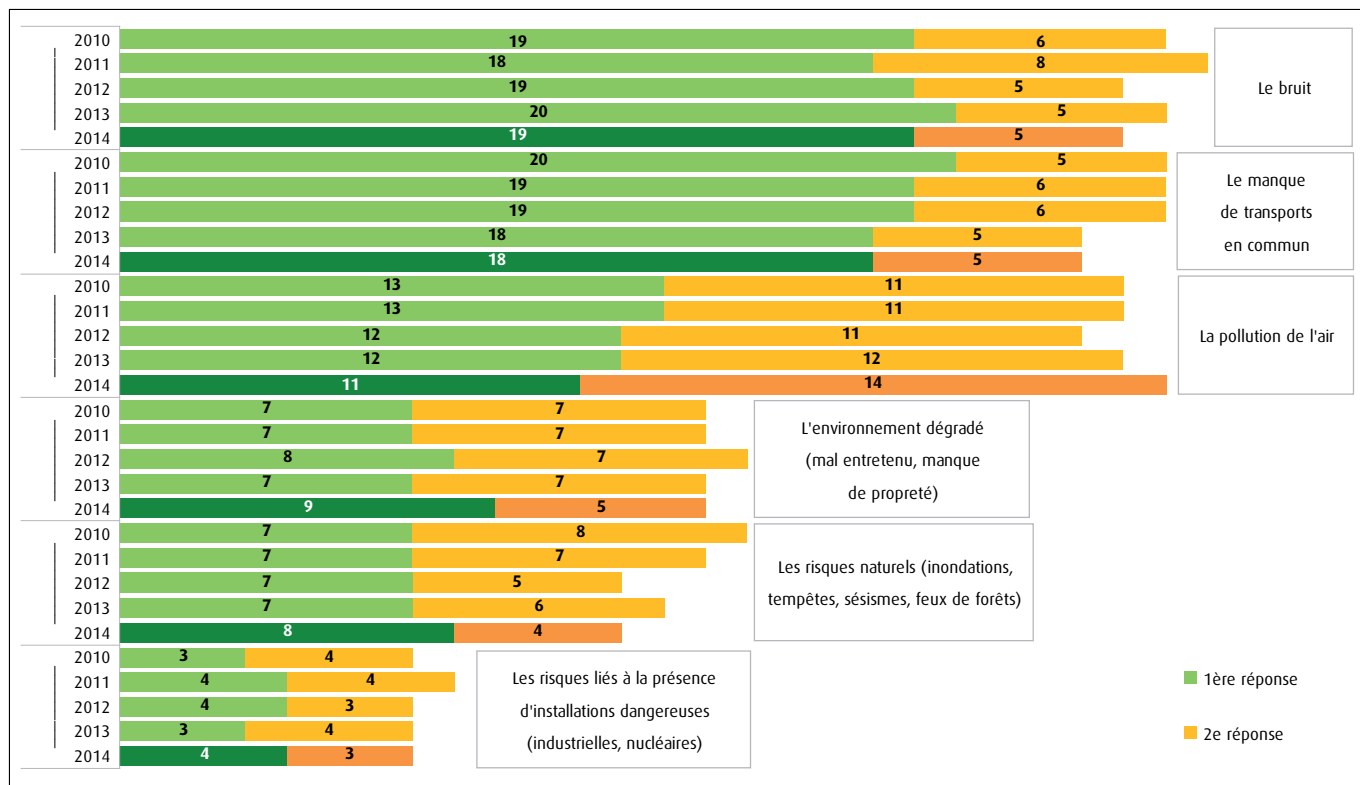
Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Interrogés sur le problème environnemental qui les affecte le plus au quotidien, trois Français sur dix n'en déclarent aucun et seules 37 % des personnes interrogées citent deux des problèmes proposés dans le questionnaire. De manière générale, aucun changement notable n'est à signaler en 2014 : le bruit reste le principal souci de proximité des Français mais régresse légèrement ; le manque de transports en

commun continue d'être fortement cité en premier choix tandis que la pollution de l'air l'est davantage en second choix. La dégradation de l'environnement urbain est la seule proposition à réellement progresser (+ 2 points) en 2014. À l'instar des années précédentes, les risques naturels et technologiques ne sont que peu considérés comme des préoccupations, à l'échelle du quartier de résidence.

Parmi les problèmes suivants, quels sont les deux qui concernent le plus votre quartier ?

En %



Note : le graphique ne prend en compte que les problèmes déclarés. Les enquêtés sont pourtant de plus en plus nombreux à répondre « Aucun » en premier (29 % en 2010 et 30 % en 2014) ou en second choix (58 % en 2010 et 63 % en 2014).

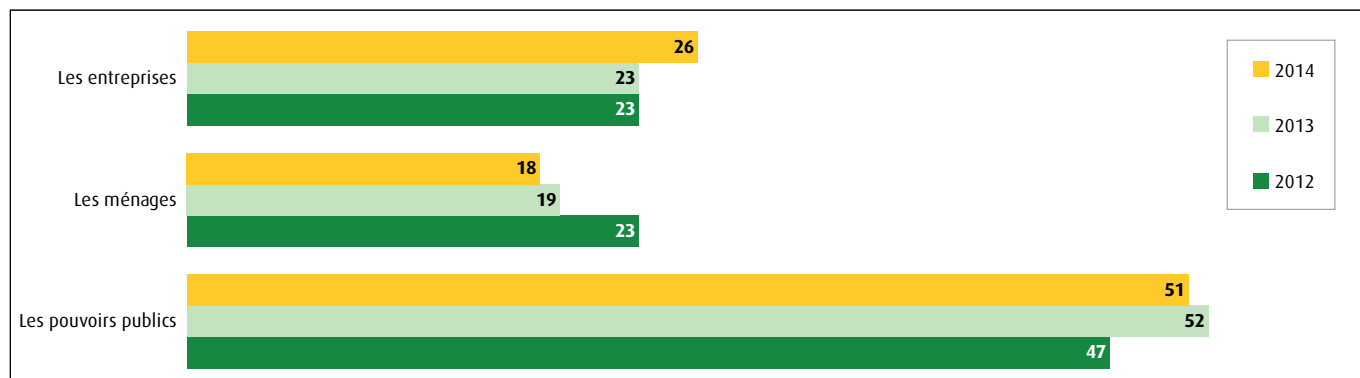
Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

S'ils continuent majoritairement à attendre des pouvoirs publics que ceux-ci agissent en priorité pour protéger l'environnement (51 %), les Français sont par ailleurs plus nombreux que les années précédentes (+ 3 points) à considérer que les entreprises doivent prendre leur responsabilité en la matière. Ainsi, plus d'un quart d'entre eux répond

en 2014 que le monde de l'entreprise a également un rôle à jouer en matière de protection de l'environnement. En revanche, la part des Français qui jugent que c'est d'abord aux ménages d'agir régresse encore en 2014.

Qui devrait, selon vous, agir en priorité pour la protection de l'environnement ?

En %



Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

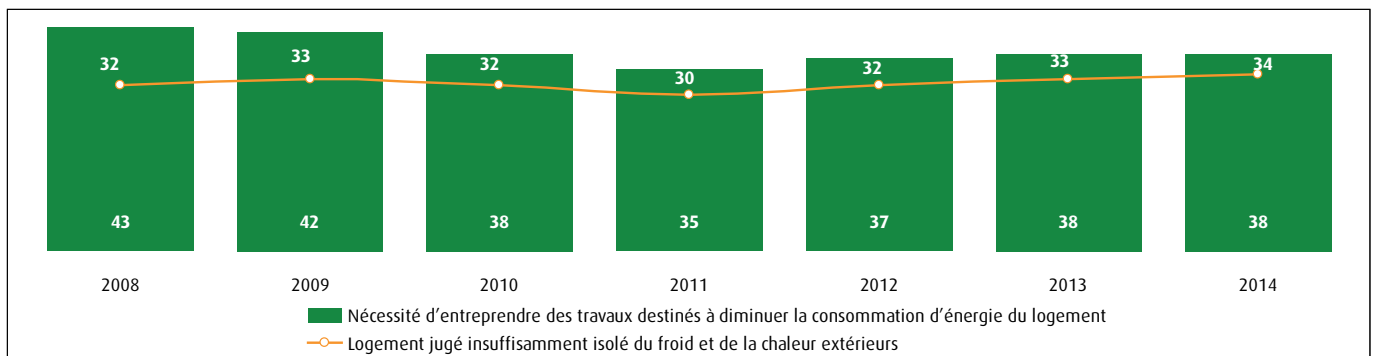
Logement et énergie

Un Français sur trois déclare que son logement est insuffisamment isolé, avec de légères variations d'une année sur l'autre. Depuis trois ans, une tendance à la hausse ressort des réponses des enquêtés. Cependant, la part des ménages qui considèrent nécessaire d'entreprendre des travaux destinés à diminuer la consommation d'énergie chez eux reste inchangée (38 %) entre 2013 et 2014. Les ménages de cinq personnes et plus paraissent les plus déterminés

à entreprendre des travaux de rénovation énergétique. De même, les habitants de la périphérie parisienne se révèlent plus disposés que d'autres à améliorer les performances énergétiques de leur logement, qu'ils jugent fréquemment mal isolé. Pour leur part, les retraités ne considérant pas que leur logement est particulièrement mal isolé ont moins tendance à envisager des travaux.

Selon vous, votre logement est-il mal ou insuffisamment isolé du froid et de la chaleur extérieurs ? Selon vous, serait-il nécessaire d'entreprendre des travaux destinés à diminuer la consommation d'énergie de votre logement (chauffage, isolation, ventilation...)?

En %



Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

En 2014, la sobriété des usages énergétiques semble d'abord relever d'une volonté des ménages de contrôler leur budget. Pour la troisième année consécutive, l'enquête montre que les Français concentrent leurs efforts sur les équipements les plus énergivores (chauffage, climatisation), au détriment d'autres pratiques sobres en énergie dont les gains potentiels sont plus difficiles à estimer, tant du point de vue financier qu'environnemental. Perçue comme un moyen efficace de limiter ses dépenses énergétiques, la régulation de la température du logement est ainsi une pratique dont la fréquence a augmenté (+ 6 points) entre 2009 et 2014.

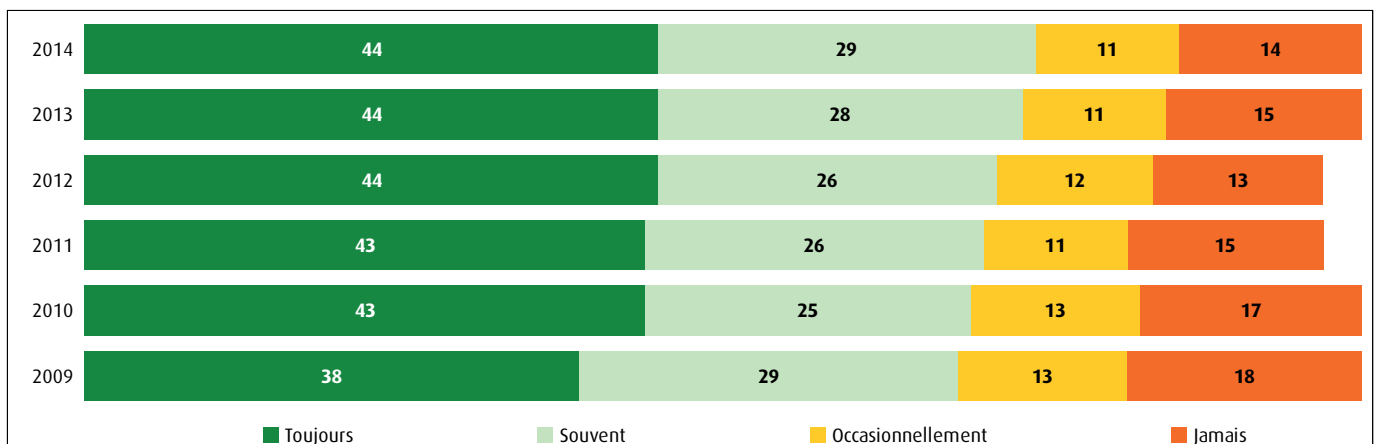
En 2014, près de trois Français sur quatre (73 %) affirment baisser « toujours » ou « souvent » le chauffage ou la climatisation afin de

limiter leur consommation d'énergie. Chez les personnes âgées de 70 ans et plus, deux enquêtés sur trois déclarent faire de même.

Si la consommation des équipements de chauffage et de climatisation suscite une vigilance toujours accrue de la part des Français, il n'en va pas de même concernant les veilles des appareils électroniques. En effet, alors que 53 % des enquêtés déclaraient en 2009 les éteindre systématiquement, ils ne sont plus que 38 % à l'affirmer en 2014. Sur ce point, une différence notable s'observe entre hommes et femmes : les premiers sont 20 % à déclarer n'éteindre jamais les veilles et 61 % à le faire toujours ; les secondes sont peu à affirmer ne pas s'en préoccuper (13 %) et nombreuses à faire attention quotidiennement (71 %).

À votre domicile, vous arrive-t-il de baisser le chauffage ou la climatisation afin de limiter votre consommation d'énergie ?

En %

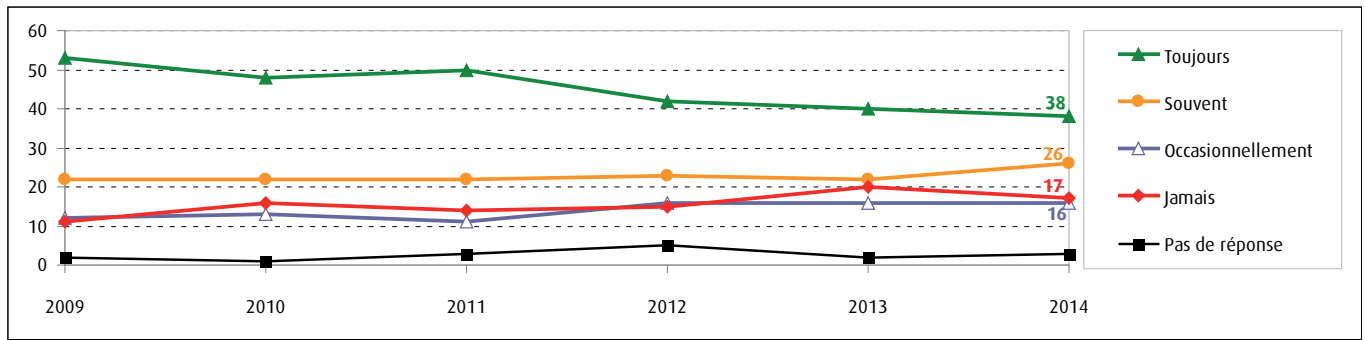


Note : le graphique ne fait pas apparaître les personnes qui n'ont pas répondu à la question (entre 2 et 5 % selon les années).

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

À votre domicile, vous arrive-t-il de couper le mode veille des appareils électroniques ?

En %



Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

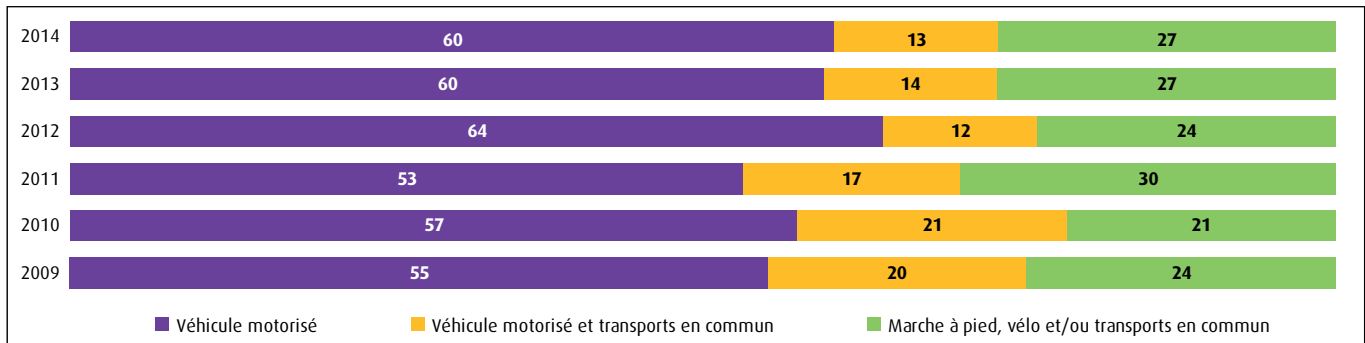
Les transports

Même si le recours à des modes de transport actif (marche, vélo) et/ou collectif progresse peu à peu, les véhicules motorisés (et plus particulièrement l'automobile) restent le mode de déplacement privilégié pour se rendre sur son lieu de travail (60 % des enquêtés concernés) ou pour aller faire ses courses (64 %). Pour effectuer leurs trajets quotidiens sans voiture ni moto, les travailleurs et étudiants

choisissent toujours majoritairement les transports en commun (14 %). La marche à pied reste pour sa part le mode actif le plus fréquemment cité (8 %). Enfin, l'usage du vélo (exclusivement ou couplé avec les transports en commun) reste relativement marginal, même si sa part est passée de 2,6 % à 3,5 % entre 2009 et 2014.

Parmi les moyens de transport suivants, lequel utilisez-vous habituellement pour vous rendre sur votre lieu de travail ou d'études ?

En %

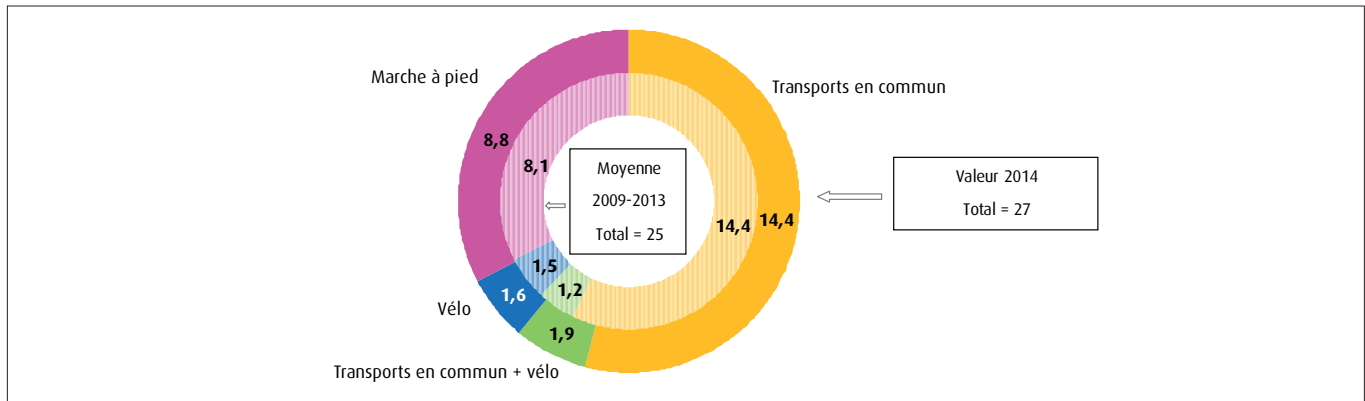


Note : le graphique se concentre sur les enquêtés qui ont effectivement choisi l'une des modalités de réponse proposées. Une part importante de l'échantillon (entre 39 et 42 % selon les années) n'ayant pas répondu ou n'étant pas concernée par la question, ces enquêtés ont volontairement été exclus de cette représentation.

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Évolution des moyens de transport alternatifs utilisés pour se rendre sur son lieu de travail ou d'études

En %



Note : cette représentation graphique précise la répartition de la modalité « Marche à pied, vélo et/ou transports en commun » (présentée dans le diagramme précédent) en comparant l'année 2014 et les valeurs moyennes de la période 2009-2013.

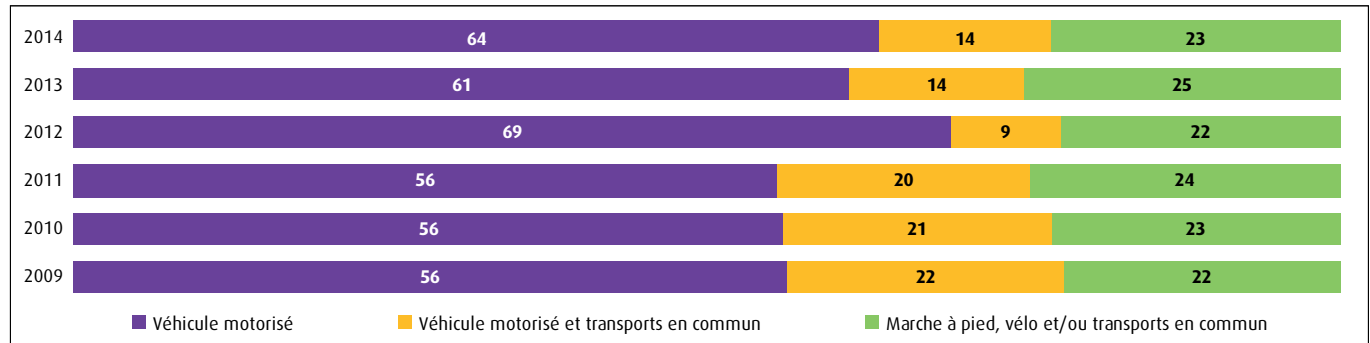
Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Même si l'usage de véhicules motorisés pour faire ses courses reste inférieur de cinq points à ce qu'il était deux ans auparavant, la progression enregistrée en 2014 laisse penser que les enquêtés renoncent partiellement à utiliser les modes de déplacement alternatifs à la voiture pour effectuer ce type de trajet. Si la part modale des

transports en commun et de la marche à pied évolue peu dans le temps, une inflexion notable s'observe pour ce qui est du vélo dont l'usage – exclusif ou couplé avec les transports en commun – atteint désormais 3,1 %, contre 2,1 % en moyenne durant les cinq années précédentes.

Parmi les moyens de transport suivants, lequel utilisez-vous habituellement pour faire vos courses ?

En %

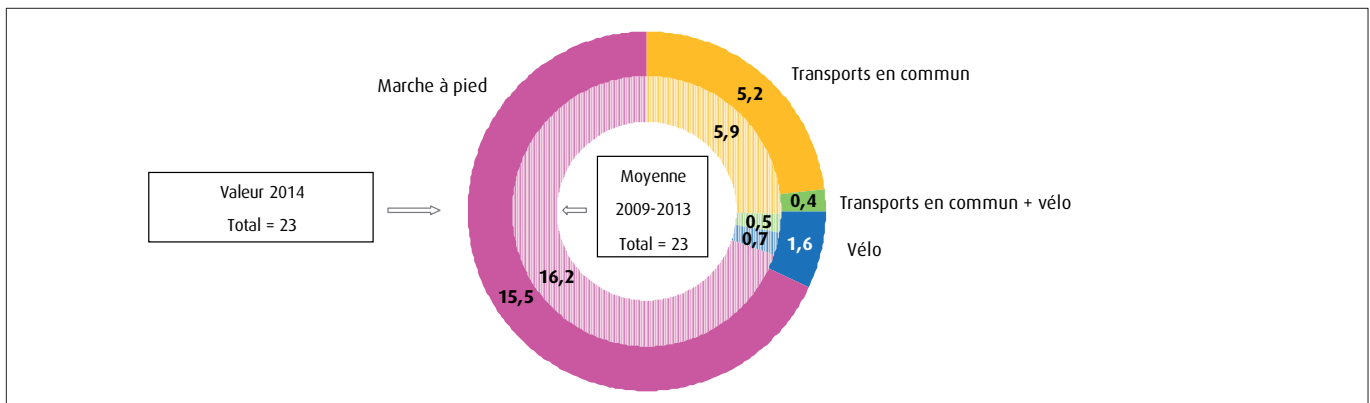


Note : le graphique se concentre sur les enquêtés qui ont effectivement choisi l'une des modalités de réponse proposées. Une part importante de l'échantillon (entre 4 et 8 % selon les années) n'ayant pas répondu ou n'étant pas concernée par la question, ces enquêtés ont volontairement été exclus de cette représentation.

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Évolution des moyens de transport alternatifs utilisés pour aller faire ses courses

En %



Note : cette représentation graphique précise la répartition de la modalité « Marche à pied, vélo et/ou transports en commun » (présentée dans le diagramme précédent) en comparant l'année 2014 et les valeurs moyennes de la période 2009-2013.

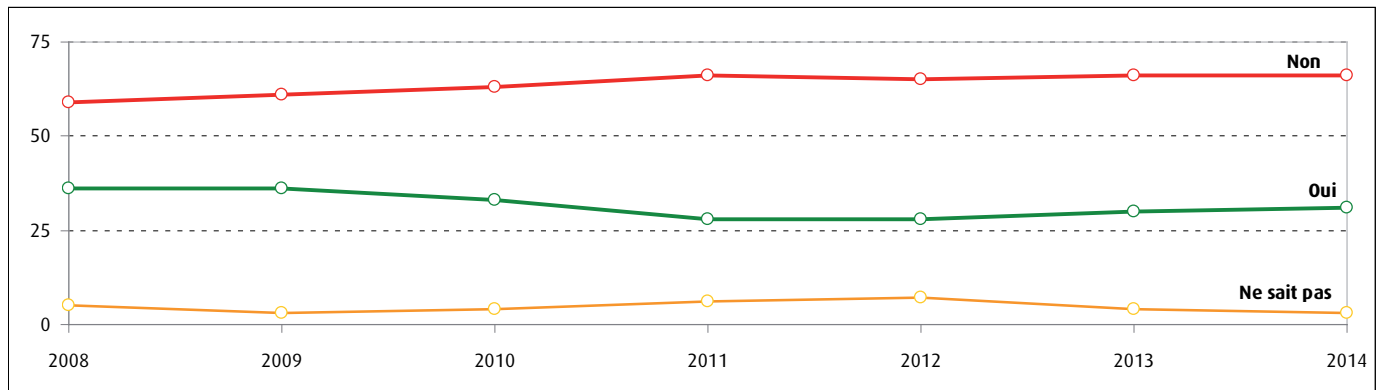
Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Deux Français sur trois continuent de se déclarer pessimistes quand ils sont interrogés sur l'éventualité d'un avenir où ils pourraient facilement se passer de leur voiture. Comme les années précédentes, ce phénomène se révèle tout particulièrement notable dans les communes situées à distance des grandes agglomérations. Ce pessimisme est par ailleurs plus marqué chez les hommes (70 %) que chez les femmes (59 %). Pour une personne sur quatre, une amélioration des transports en commun (en termes de proximité, de fréquence, de sécurité et de confort) s'impose comme un préalable avant tout changement dans ses habitudes de déplacement. Parmi les autres facteurs qui

pourraient inciter les ménages à moins recourir à leur véhicule motorisé, l'augmentation du coût d'utilisation de celui-ci (8 %) et le développement d'un réseau cyclable de qualité (6 %) sont plus fréquemment cités par les habitants des villes moyennes et des petites agglomérations. L'enjeu d'une baisse des tarifs des transports en commun (9 %) est surtout évoqué par ceux qui résident dans les grandes métropoles urbaines et disposent d'ores et déjà d'une offre importante en matière de déplacements collectifs. Comme en 2013, la part des Français qui n'envisagent pas de renoncer à l'usage de leur véhicule personnel reste très importante (37 %), notamment dans les zones rurales.

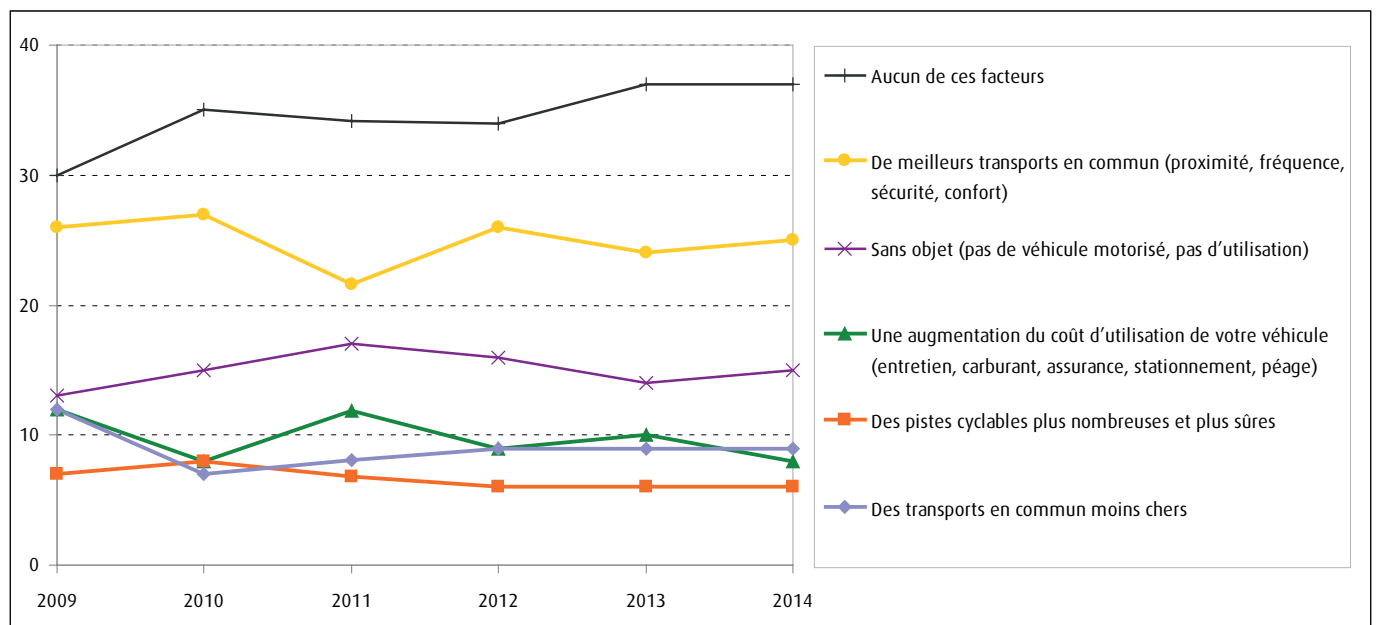
Là où vous habitez, pensez-vous qu'à l'avenir il sera de plus en plus facile pour vous d'effectuer vos déplacements quotidiens (travail, études, loisirs, courses) sans voiture ?

En %

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Lors de vos déplacements quotidiens (travail, études, loisirs, courses), quel facteur vous encouragerait à moins utiliser votre voiture (y compris un véhicule utilitaire), votre moto ou votre scooter ?

En %

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Gestes quotidiens et consommation responsable

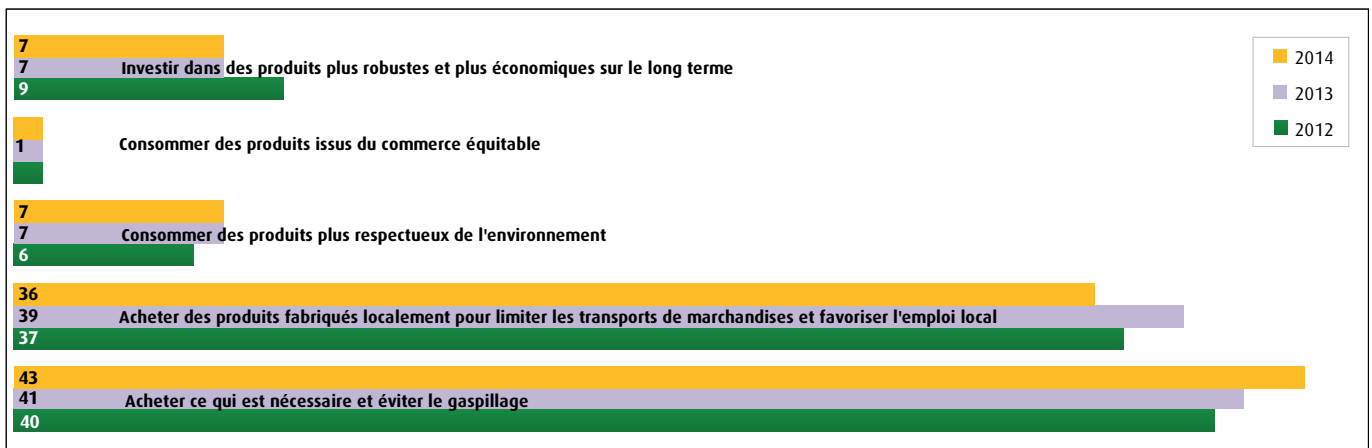
Dans un contexte économique difficile, la notion de consommation responsable renvoie avant tout à l'idée de n'acheter que le nécessaire tout en évitant le gaspillage (43 %). En 2014, cette acception progresse en effet au détriment d'une logique de proximité qui consiste à acheter des produits fabriqués localement pour limiter les transports de marchandises et favoriser l'emploi local (36 %). À un niveau équivalent à celui de l'année précédente, le respect de l'environnement (7 %), la robustesse des produits (7 %) et leur caractère « équitable » (1 %) apparaissent comme des dimensions moins valorisées de la consommation responsable pour les Français.

Interrogés pour savoir quels sont les critères qui pourraient les inciter à acheter davantage de produits respectueux de l'environnement, les

Français mettent une fois encore l'enjeu budgétaire au premier rang de leurs motivations : 44 % d'entre eux sont disposés à acheter ce type de produits s'ils sont certains que cela ne leur coûtera pas plus cher. Cette réponse est donnée par une femme sur deux, par une majorité des moins de 40 ans et des familles de quatre personnes et plus. Une meilleure connaissance de ces « éco-produits » est également un facteur important. En effet, même si la part des ménages qui souhaitent en savoir davantage sur ces produits et leurs conditions d'utilisation baisse de quatre points, celle des personnes en attente d'une meilleure signalétique progresse dans des proportions équivalentes. Enfin, 15 % des Français veulent disposer d'un choix plus large en la matière.

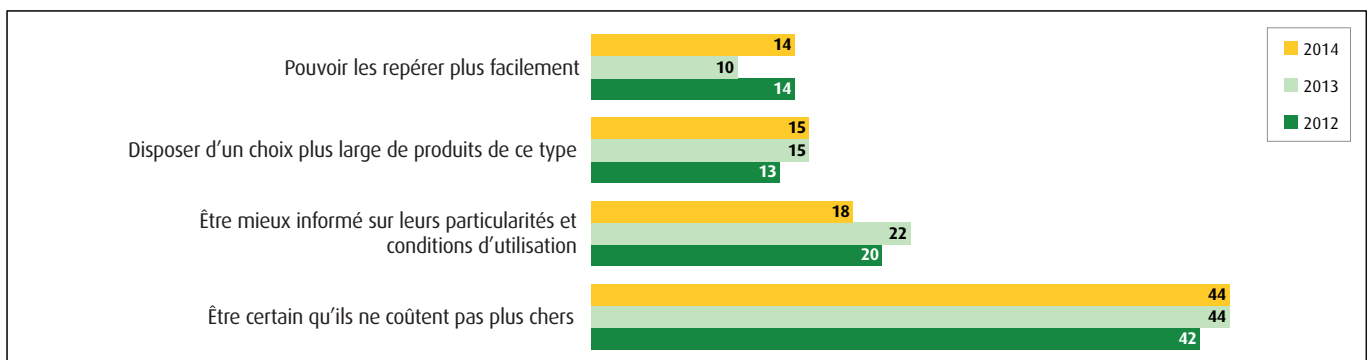
On parle de plus en plus de « consommation responsable ». Selon vous, la consommation responsable, c'est en priorité ?

En %

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Qu'est-ce qui vous inciterait à acheter davantage de produits respectueux de l'environnement ?

En %

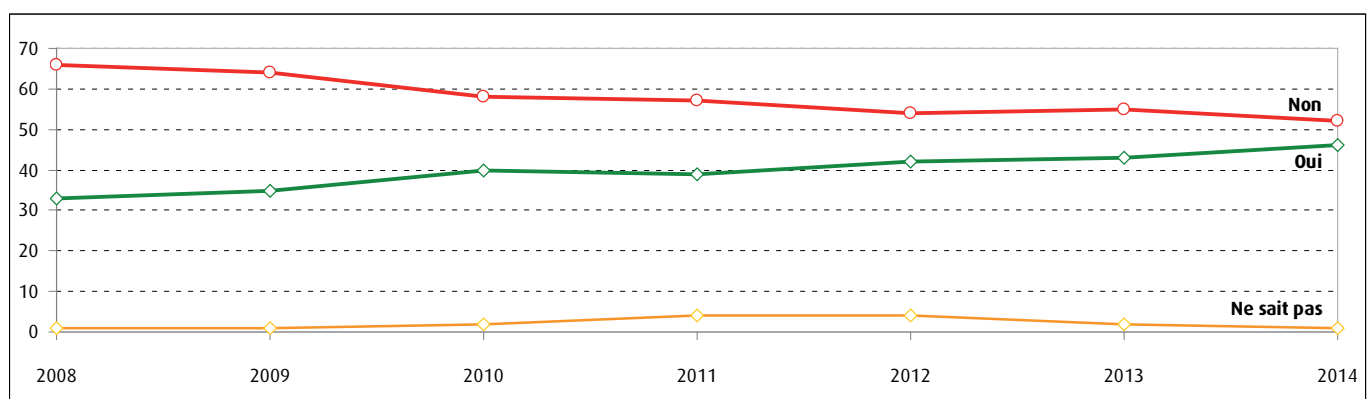
Sources : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

En 2014, la part des Français déclarant avoir récemment acheté des produits bio a encore progressé (+ 3 points). Désormais, 46 % des ménages consomment assez fréquemment de la nourriture issue de l'agriculture biologique, contre 33 % en 2008. Le baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France (Agence Bio-CSA, janvier 2015) estime à ce sujet que la dynamique s'est récemment accélérée.

À l'inverse, l'achat de produits portant un label écologique recule pour la deuxième année consécutive. Dans ce cas, ce sont notamment ceux qui en achetaient le plus auparavant qui contribuent aujourd'hui à cette érosion : les trentenaires étaient en effet 63 % à déclarer consommer des produits écolabellisés en 2011 et ne sont plus qu'un sur deux en 2014. De manière similaire, une partie des familles de plus de quatre personnes semble avoir aussi renoncé à acheter des produits bénéficiant d'un label écologique.

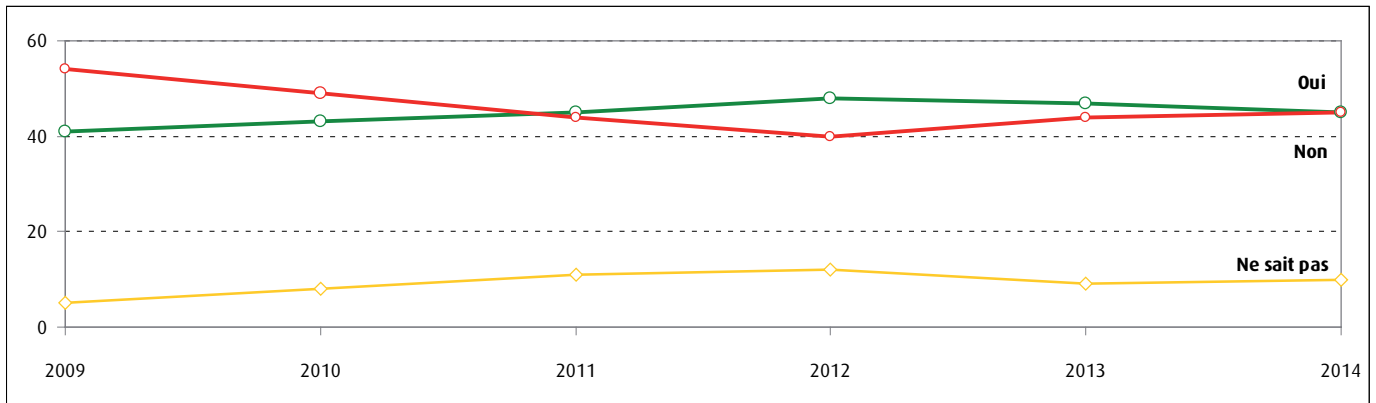
Au cours du dernier mois, vous-même ou un membre de votre ménage, avez-vous réalisé des achats dans un magasin bio ou dans le rayon bio d'un supermarché ?

En %

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Au cours du dernier mois, vous-même ou un membre de votre ménage, avez-vous acheté un ou plusieurs produits portant un label écologique (comme par exemple le label NF Environnement) ?

En %



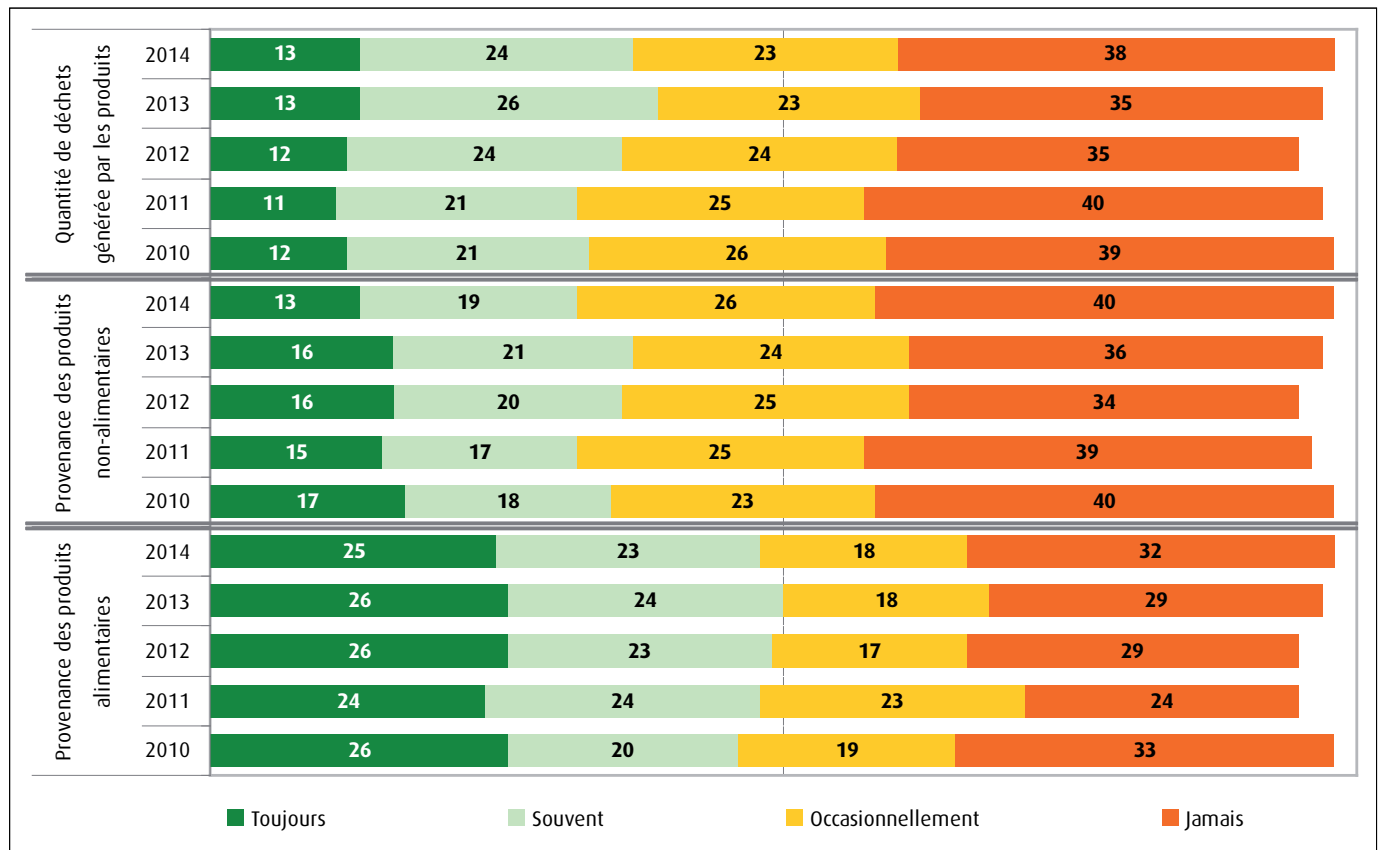
Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Après trois années de progression générale de la vigilance des Français à l'égard de la provenance des produits ou de la quantité de déchets générée par leur consommation, l'année 2014 marque un point d'arrêt de cette dynamique. Si 48 % des Français continuent de déclarer faire fréquemment attention à la distance parcourue par les produits alimentaires, c'est toutefois moins que l'année précédente (- 2 points). Concernant les autres produits (vêtements, chaussures, meubles), seules 13 % des personnes interrogées consultent les étiquettes de ces

merchandises (- 3 points) afin de connaître leur origine géographique. De même, alors que 39 % des Français affirmaient en 2013 prendre régulièrement en considération la quantité de déchets que leurs achats sont susceptibles de générer, ils ne sont plus que 37 % un an plus tard. Dans le même temps, la part des enquêtés qui avouent ne jamais faire attention à ces aspects (provenance des produits, quantité de déchets induits) progresse de trois à quatre points.

Lorsque vous achetez certains produits, faites-vous attention à la quantité de déchets que cela implique ? à la distance parcourue pour leur transport ?

En %



Note : le graphique ne fait pas apparaître les personnes qui n'ont pas répondu à la question (entre 2 et 5 % selon les années).

Source : SOeS, plateforme *Environnement* de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, réalisée par l'Insee en novembre 2014

Méthodologie

L'Insee réalise chaque mois l'enquête de conjoncture auprès des ménages (Camme) par téléphone auprès de 1 800 individus environ. L'échantillon est constitué de ménages ordinaires équipés d'une ligne de téléphone fixe (tirées dans la base de données de France Télécom) et résidant en France métropolitaine. La personne interrogée est indifféremment le titulaire de la ligne ou son conjoint.

Son objectif est de recueillir l'opinion que se font les ménages, résidant en métropole, sur la conjoncture économique générale de la France d'une part, sur leur situation financière personnelle, leurs intentions en matière d'épargne et d'achats de biens d'équipements d'autre part, selon un questionnaire inchangé et dans des délais stricts. Ces informations sont destinées à fournir une aide au diagnostic conjoncturel de l'économie française et européenne.

Le dispositif permet également, le cas échéant et sur un mois donné, de rajouter une micro plateforme de 20 questions maximum sur des sujets variables. C'est le cas de la plateforme *Environnement*, proposée par le SOeS depuis 2008 et réalisée chaque année au mois de novembre.

La vocation de la plateforme *Environnement* de l'enquête Camme est de faire des diagnostics conjoncturels sur la manière dont les individus appréhendent les enjeux environnementaux généraux, certaines évolutions dans le domaine de la consommation, des déplacements ou de l'habitat et les conséquences sur leurs propres comportements.

Deux dimensions sont abordées :

- les **opinions**, c'est-à-dire des points de vue, des prises de position exprimés verbalement à propos d'un sujet ou d'un débat d'actualité ;
- les **pratiques**, les comportements mis en œuvre par les individus.

Les chiffres indiqués correspondent à des pratiques déclarées. Ils sont donc susceptibles d'être surévalués par rapport aux pratiques effectives des ménages. Cette surestimation peut être due à un mécanisme dit de « désirabilité sociale » fréquemment observé dans les enquêtes d'opinions centrées sur des sujets comme l'environnement pour lesquels il existe souvent une adhésion consensuelle. Il s'agit pour l'individu interrogé de répondre en adéquation avec ce qu'il juge être une valeur ou une attitude socialement valorisée. Par ce processus, l'enquête contribue donc à amplifier l'écart entre ce que disent et ce que font les individus.



Chiffres & statistiques

**Commissariat général
au développement
durable**

**Service
de l'observation
et des statistiques**

Tour Séquoia
92055 La Défense cedex
Mel : diffusion.soes.cgdd
@developpement-
durable.gouv.fr

**Directeur
de la publication**
Sylvain Moreau

ISSN : 2102-6378

© SOeS 2015

Éric PAUTARD